



**Résistance !**

**Solidaires - Unitaires -  
Démocratiques**

**- syndicat départemental -**

**SUD CT 62**

*(Tract n°2 numéro spécial – Hénin-Beaumont / IPNS / Avril 2017)*



## **HÉNIN-BEAUMONT, l'envers du décor pour les agents...**

**Beaucoup d'agents en souffrance à la mairie d'Hénin-Beaumont, beaucoup trop ! Et que dire des menaces, suspension, mesures vexatoires, intimidations, irrespects des avis des conseils de discipline et de la commission de réforme, révocation sont devenus le lot quotidien de militants syndicaux dont il y a lieu de louer l'indépendance et le dévouement de ces camarades ! Oui, vous pouvez le dire, ils ne font pas copains copines avec le patron, ils ne font la bise aux élu(e)s, ne se font pas invités au resto par le patron (comme les soit-disant autonomes...), ils ne mangent pas dans la gamelle du patron ! Oui, ils défendent les intérêts des agents, pas les leurs et/ou ceux du patron !**



### Quelques exemples :

- Depuis le 4 mars, R., secrétaire de syndicat d'Hénin-Beaumont a été révoqué de la fonction publique. Poussé à bout par climat malsain de provocations permanentes, son dossier est passé en conseil de discipline qui en rendu un avis contraire. Non respecté... Même s'il a fait appel de cette décision devant le conseil de discipline d'appel, il est depuis cette date, sans aucun revenu. Son dossier est passé en commission de réforme qui a reconnu dans son avis la maladie professionnelle, là on plus non reconnu... Et nous ne parlerons pas de la plainte au pénal contre le camarade... L'acharnement est plus que manifeste !

- Depuis le mars, B., agent de la commune depuis 1999, est suspendu de ses fonctions pour « manquement au devoir de réserve » et « actes de diffamation publique ». En cause, des propos qu'il a tenu dans un livre documentaire rappelant des faits, pourtant, incontestables.

- Depuis le 21 février, N, agent en mairie depuis 2002, est en arrêt maladie à la suite d'une série de mesures vexatoires, d'intimidations, de menaces et même d'une plainte au pénal. Il est aussi sous le coup d'une sanction disciplinaire d'exclusion de service pendant deux mois. Une sanction provisoirement suspendue par l'arrêt de travail.

Etc.

Un point commun pour ces camarades, ils sont militants indépendants d'un même syndicat. Difficile de croire au hasard dans ce déluge de sanctions. Est-ce cela le dialogue social à la sauce FN ? Les procédures disciplinaires se sont multipliées au même titre que les plaintes au pénal déposées par des élus contre des agents. Qu'à cela ne tienne se disent sûrement la majorité municipale, c'est la collectivité qui paie le coût de toutes ces procédures...

Malgré la recrudescence des arrêts maladie, les risques psycho-sociaux sont ignorés. Les conditions de travail se dégradent. Le bilan social ou le CHSCT semble briller par leur absence.

**Enfin, la mise en place du régime indemnitaire applicable au 1er janvier 2013 se fait toujours attendre. Les recrutements externes, entre autres contractuels, sont en pleine inflation, même sur des postes où les fonctionnaires sont prioritaires. Les candidatures internes sont rarement étudiées. Et l'examen des budgets et comptes administratifs laissent apparaître une explosion du 012, autrement dénommé « charges de personnel ». À quand un remake de « Que les gros salaires lèvent le doigt ! » ?**

### **Coup d'œil dans le rétroviseur :**

Comme toujours, lorsqu'il faut courtiser nos voix aux élections, les politiques nous font les yeux doux. Voyons de plus près ce que nous promettent la dream time magique, ce bouquet de fleurs fanées qui ressassent leur antienne libérale mortifère comme horizon indépassable !



- Au programme de Macron, la suppression de 120 000 agents publics dont 70 000 dans la fonction publique territoriale et 10 milliards d'économie pour les collectivités.

- Au programme de Fillon, dans la surenchère permanente, c'est carrément 500 000 postes de fonctionnaires dont il ne détaille pas précisément les effectifs concernés pour la territoriale ! À ce rythme-là, c'est carrément physiquement qu'il va devoir nous supprimer...

- Le Pen dit juste que nous sommes trop nombreux dans la territoriale et est opposé à l'impôt sur la fortune... Ben voyons...

**Nous, on leur dit simplement que ce sont eux qui sont trop nombreux...**



**Parce que l'extrême droite vous ment et qu'elle est dangereuse pour les  
Travailleurs,  
la CGT, la FSU et Solidaires sont unis pour la combattre !**

Salaires, emploi, protection sociale, industries, services publics, ... nos 3 organisations syndicales proposent et luttent dans l'intérêt de tous les salariés.

L'extrême droite et le Front National en particulier font des promesses qui peuvent sembler à première vue favorables aux Travailleurs mais qui sont fondamentalement Patronales : sur les questions relatives au travail, le FN est bel et bien dans le camp du « capital » !

Aucune grande proposition du FN n'est financée (retraites à 60 ans, hausse des salaires, 35 heures...), pire, sa proposition de taxe sur les produits importés ferait baisser notre pouvoir d'achat ! Sur le temps de travail, le FN veut en réalité le soumettre à des accords de branche : or ceux-ci pourraient être défavorables aux salariés ! Le FN veut aussi réduire les cotisations sociales des employeurs, ce qui mettrait à mal notre protection sociale (santé, assurance chômage, etc...).

### **Le FN est un parti opportuniste et démagogue**

Le 25 janvier 2017 sur Europe 1, Marine Le Pen annonçait qu'elle ne proposerait pas d'augmentation du SMIC car selon elle, une telle hausse *«entraînerait une charge supplémentaire pour les entreprises»*.

### **Tout dire et faire l'inverse !**

Hugues SION, conseiller Départemental FN du canton de Lens, vient apporter son soutien aux salariés grévistes du Centre hospitalier de LENS, mais dans le même temps, tout le groupe FN du Conseil Départemental a voté contre les aides d'accès aux services publics !

Marine Le Pen se dit proche des plus démunis, mais le FN vote contre les aides au secours populaire en Région et contre les aides à des associations qui permettent aux enfants défavorisés de partir en vacances ...

Le Maire d'Hénin-Beaumont, Steeve BRIOIS dit qu'il faut s'occuper de « nos SDF » avant les réfugiés mais il veut faire voter un arrêté municipal «anti-mendicité» dans sa ville....

**Parce que le FN est une imposture, la CGT, la FSU et Solidaires ont décidé de s'unir pour créer un observatoire départemental.**

Nous scruterons, analyserons les discours, positions et votes des élus FN et en dénoncerons systématiquement les mensonges, impostures et manipulations.

***Nous lutterons, avec vous, contre ce parti qui est l'ennemi des travailleurs ! Ne vous laissez pas tromper, ne vous tirez pas une balle dans le pied !***